

# FRATELLI TUTTI

## CHAPITRE 5

*« La fraternité, l'amitié sociale c'est la charité du Christ qui vient habiter les relations sociales, les solidarités humaines, les initiatives populaires. » (NB)*

Réflexion de Jean-François Balmary

### La meilleure politique

Dès que l'on entend le mot « politique », les esprits ont tendance à se mettre rapidement en mouvement, à s'échauffer même peut-être.

Peut-il en être autrement ? Sauf à se contenter d'une réflexion égoïste cantonnée à sa petite sphère privée, l'organisation et l'exercice du pouvoir dans la société organisée où nous vivons, que l'on appelle « la politique », laissent en règle générale peu de monde indifférent. En effet, nous sommes tous concernés par le « vivre ensemble » et alors chacun a son idée, dans son champ de compétence ou d'intérêt, et la défend avec ardeur. Il est vrai que la science politique est vaste, économie, droit, sociologie...les questions nombreuses, les réponses également...

On peut être pris de vertige devant la multiplicité des institutions et des thèmes concernés, la complexité des rouages, le temps requis et les luttes inévitables pour faire avancer le projet auquel on croit...Aussi, le « spectacle » que donnent parfois nos hommes et nos femmes politiques en ont découragé plus d'un, laissant la politique aux mains d'une minorité de professionnels qui courent le risque, malgré les efforts louables de certains, de se couper des réalités de ceux qu'ils représentent ou qu'ils gouvernent.

Le défi de l'action politique est d'autant plus grand aujourd'hui que l'on ne sait plus attendre. Relayée et accentuée par les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continu, l'immédiateté est la règle ; or, en politique, le temps est souvent nécessaire et utile. Ici peut-être encore plus qu'ailleurs, les fausses bonnes idées du moment peuvent avoir des conséquences désastreuses à terme.

Charité, amour, gratuité, fraternité, les mots du Saint-Père sont forts et devraient bien être à la base de toute action politique, celle qui est véritablement au service du Bien commun pour assurer la dignité de l'homme.

Il est responsable de s'interroger sur la part que nous pouvons prendre, nous chrétiens, dans le débat public. Si l'on hésite sur la marche à suivre et le terrain à arpenter, rappelons-nous simplement les paroles de St François de Sales « Fleuris là où Dieu t'a planté ». C'est sûrement là que nous sommes attendus.

### « La faim est un crime »

Lecture par le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire  
du cinquième chapitre de l'encyclique du pape François « Fratelli tutti »  
« Une meilleure politique »

Dans son encyclique « *Laudato Si* », le pape avait contredit ceux qui affirmaient que « les problèmes de la faim et de la misère auront une solution grâce à la croissance du marché ». Dès les premières pages de ce cinquième chapitre, il affirme en plus qu'on perçoit, dans les formes populistes comme néolibérales, « des difficultés à penser un monde qui intègre les faibles et qui respecte les différentes cultures ».

Alors quelle politique ?

Celle qui « permet d'assurer à chacun la possibilité de faire germer les semences que Dieu a mis en lui » et, pour ce faire « plus que les plans d'assistance qui ne sont que des réponses provisoires, le grand objectif devrait toujours être de leur permettre d'avoir une vie digne par le travail ». Et d'ajouter « la vraie charité est capable d'intégrer toutes les dimensions nécessaires à un bien être commun ».

Pour se faire bien comprendre, le pape trouve que la meilleure illustration de cette « meilleure politique » se trouve dans l'évangile du Bon Samaritain. Et pour traduire le sens de sa pensée, il focalise alors l'attention du lecteur sur le fait que le Bon Samaritain « a eu besoin de l'existence d'une auberge qui lui a permis de résoudre ce que lui, tout seul, n'était pas en mesure d'assurer »

Dès ses origines, il y a soixante ans, le CCFD – Terre Solidaire s'est pensé comme cette auberge où « le travail d'éducation, le développement des habitudes solidaires, la capacité de penser la vie humaine plus intégralement [...] de telle manière que ce soit la société elle-même qui réagisse face à ses inégalités ».

En bon « latino », le pape sait ce que le « Buen Vivir » est l'affaire de tous, car comme le prône *l'éducation à la solidarité* du CCFD-Terre Solidaire, pour que soit possible un *développement intégral*, il faut que « soit dépassée cette idée des politiques sociales conçues comme une politique vers les pauvres, mais jamais *avec* les pauvres, jamais *des* pauvres, et encore moins insérée dans un projet réunissant les peuples ». C'est toute la logique au cœur des pratiques de *partenariat* du CCFD -Terre Solidaire.

Mais pour que cette politique soit meilleure, il faut aussi être conscient que désormais « la dimension économique et financière, de caractère transnational, tend à prédominer sur la politique. Dans ce contexte, la maturation d'institutions internationales devient indispensables » afin de servir à la constitution d'une « maison commune ». C'est en ce sens que le CCFD – Terre Solidaire développe toute son *action de plaidoyer*. Et cette politique doit reposer sur « le principe de subsidiarité, seul susceptible de garantir la participation et l'action des communautés et des organisations de rang inférieur » (le *partenariat*).

Pour toutes ces raisons, le pape appelle avec force à « une charité sociale et politique », c'est-à-dire « le besoin d'une politique aux vues larges, qui suive une approche globale » qui ait pour horizon celui « d'une écologie intégrale » [en sous-entendu de *Laudato Si*]. Cette politique c'est celle de « la doctrine sociale de l'Eglise imprégnée de l'Amour » qui doit nourrir « tous les frères » pour lesquels « la charité sociale nous fait aimer le bien commun et conduit à chercher effectivement le bien de toutes les personnes, considérées non seulement individuellement, mais aussi dans la dimension sociale qui les unit ». Cette charité « est au cœur de toute vie sociale » et son universalité est en « relation avec la vérité ».

Conscient que « la sollicitude de l'amour produit à ce jour plus de fécondité que de succès », le pape a souhaité terminer ce cinquième chapitre de « la meilleure politique » en s'adressant directement aux femmes et hommes politiques par une série d'interpellations et de questions simples et claires, sorte d'examen de conscience qui vaut aussi pour chacun d'entre nous qui « habitons la même maison ».

**« Une meilleure politique, mise au service du vrai bien commun, est nécessaire pour permettre le développement d'une communauté mondiale, capable de réaliser la fraternité à partir des peuples et des nations qui vivent l'amitié sociale. Au contraire, malheureusement, la politique prend souvent aujourd'hui des formes qui entravent la marche vers un monde différent. » (FT 154)**

➔ Et au niveau local ?

Témoignage d'Ange Mur et certains de ses confrères

## **Le bien commun** Jarret le 15/04/2021

Lors de la dernière réflexion nous avons abordé « la fraternité », cette fois-ci nous allons parler du bien Commun avec notre regard d'élus communaux.

Tout d'abord on ne peut aborder la question du « bien commun » que si l'on considère un groupe et non pas un individu, de plus cette notion change selon la taille du groupe. Il existe le bien commun planétaire « la maison commune » pour en arriver à la cellule et au noyau familial.

Pour nous élus communaux, nous nous trouvons en début de chaîne après l'échelon familial, on rentre dans le monde, nous en sommes le début. En préambule il est nécessaire d'insister sur l'importance de l'associatif et du bénévolat d'autant plus qu'aujourd'hui il n'y a plus de politique du bénévolat. Cela du fait que l'on considère que le bénévolat se réduit à une aide considérée comme individuelle (JE me présente à la Mairie, JE me présente Conseiller...) au point d'en oublier que ce bénévolat n'existe qu'associé à une vocation collective car il ne peut être vécu qu'avec d'autres et ces groupes ainsi constitués définissent leurs bien communs.

Ainsi après le noyau de la famille, le format associatif (associatif professionnel, sportif, culturel, politique...), le Conseil Municipal, la Commune, constituent le 1<sup>er</sup> étage du Contrat Social qui a tendance à disparaître au détriment de la démocratie dite participative dont on voit aujourd'hui toutes les limites. En effet la fonction représentative s'est banalisée et par ricochet est dévaluée et trop souvent minée par les échecs. Cela bouscule la vie politique, les élus, l'organisation et la manière de faire vivre ensemble ce lien social indispensable pour se mettre d'accord sur un bien commun à protéger et à vivre. Le civisme ne s'apprend pas dans les livres, il s'apprend dans la relation à l'autre et dans l'investissement associatif large, c'est là un de notre principal investissement.

A l'éclairage de cela un conseil municipal doit toujours se centrer sur le respect de la dignité de la personne humaine et de ses droits. De cela découle la dignité sociale de tous qu'on décide de mettre en application et la boussole de ces actions est le souci que l'on porte aux plus vulnérables tant individuellement que socialement.

Cette crise de La COVID nous recentre sur le respect de la dignité sociale de tous qui doit primer, c'est l'attention qu'il faut toujours accorder à l'articulation la plus juste possible entre libertés individuelles et bien commun. Attention aux contraintes rendues nécessaires pour un temps limité et des motifs précis que cela n'ouvre pas des dérives (ex : dégâts dans les EPHAD avec l'abandon à l'isolement des « vieux » déclarés incapacitants/à la mobilisation), il faut toujours avoir le souci des plus vulnérables individuellement et socialement afin qu'ils ne se retrouvent pas plus marginalisés, ce qui hélas n'a pas toujours été le cas (ces personnes non pas eu droit à leur liberté alors qu'on va les solliciter pour voter...).

La COVID nous rappelle particulièrement à nous élus ce respect du bien commun que nous devons pouvoir manifester par de la compassion, c'est-à-dire le souci d'autrui, le souci de tous, bien au-delà du médical. Ce qui doit primer pour nous c'est **la santé démocratique** c'est **le bien commun** que l'on a défini, celui qui respecte les libertés et singularités de chacun sous peine de créer une grande défiance collective et individuelle. Cette pandémie met particulièrement en exergue ces atteintes locales et mondiales au bien commun.

Cette pandémie a fait naître une peur générale mondiale, devant cela il est important de s'occuper de ces réalités pour qu'il puisse y avoir une réponse globale, mais attention aux prises de pouvoir inacceptables sur les individus et le corps social sous prétexte de sauvegarder la vie. Attention aux démocraties de l'expertise dénuée de toute légitimité qui ne vont vivre que de l'incertitude et bafouent le bien commun. La crise sanitaire a rendu visible la densité des interdépendances croisées à l'échelle de la planète, mobilité, réalités économiques et politiques.

Les effets de la mondialisation à l'éclairage de la pandémie, se manifesteront encore plus dans ces conséquences, de cette économie globale qui sortira durablement fragilisée par l'arrêt et le ralentissement général de l'industrie et du commerce. Cette fragilité si rien n'est fait, sera appelée à creuser les inégalités antérieures qui étaient déjà difficilement soutenables, alors la logique employée aujourd'hui de financiarisation du monde sera plus sélective et destructrice.

La seule alternative qui se présente à nous c'est de repenser nos certitudes sur la manière d'habiter le monde et l'impératif de trouver les moyens de penser conjointement, sans supprimer l'interdépendance mais en y changeant l'orientation (où voulons-nous tous aller ?).

C'est le moment opportun, LE « KAIROS », pour nous arrêter et nous engager dans une réflexion approfondie (pour nous Chrétiens, devant Dieu) pour poser des actes, donner du sens

à nos vies, à nos engagements. Pour cela ne partons pas d'entrée sur du global qui nous découragera et nous essoufflera mais sur du local. Appliquons-nous le principe de subsidiarité pour bâtir un bien commun à chacun des échelons de responsabilité de notre vie. Sachons partir du noyau familial pour redécouvrir la relation à soi, la relation à l'autre, la relation à Dieu pour aller ensuite prendre soin ensemble de la maison commune et des biens communs auquel tous nous pouvons prétendre dans notre dignité d'être humain.

*« C'est de ces processus, transformés en profondeur par l'amour qui vient de Dieu, que peuvent naître l'amitié sociale. L'activité politique doit en assurer la promotion dans l'intérêt du bien commun. »*

« Dans certaines visions économiques étriquées et monochromatiques, il ne semble pas y avoir de place, par exemple, pour les mouvements populaires rassemblant des chômeurs, des travailleurs précaires et informels ainsi que beaucoup d'autres personnes qui n'entrent pas facilement dans les grilles préétablies. En réalité, elles génèrent plusieurs formes d'économie populaire et de production communautaire. Il faut penser à la participation sociale, politique et économique de telle manière "qu'elle [inclue] les mouvements populaires et anime les structures de gouvernement locales, nationales et internationales, avec le torrent d'énergie morale qui naît de la participation des exclus à la construction d'un avenir commun". Et en même temps, il convient de travailler à ce que "ces mouvements, ces expériences de solidarité qui grandissent du bas, du sous-sol de la planète, confluent, soient davantage coordonnées, se rencontrent". Mais sans trahir leurs caractéristiques, parce que ce "sont des semeurs de changement, des promoteurs d'un processus dans lequel convergent des millions de petites et grandes actions liées de façon créative, comme dans une poésie". En ce sens, les "poètes sociaux" sont ceux qui travaillent, qui proposent, qui promeuvent et qui libèrent à leur manière. Grâce à eux, un développement humain intégral sera possible, qui implique que soit dépassée "cette idée de politiques sociales conçues comme une politique vers les pauvres, mais jamais avec les pauvres, jamais des pauvres, et encore moins insérée dans un projet réunissant les peuples". Bien qu'ils dérangent, bien que quelques "penseurs" ne sachent pas comment les classer, il faut avoir le courage de reconnaître que, sans eux, « la démocratie s'atrophie, devient un nominalisme, une formalité, perd de sa représentativité, se désincarne car elle laisse le peuple en dehors, dans sa lutte quotidienne pour la dignité, dans la construction de son destin."» (FT 169)

Contribution d'Alain Peyronneau du Secours Catholique –chapitre 5, paragraphe 169- de Fratelli Tutti

Le pape François nous invite à « penser un monde ouvert où il y ait la place pour tout le monde, qui intègre les plus faibles et qui respectent les différentes cultures ». Mais au paragraphe 169, force est de constater que la réalité actuelle est plutôt sombre : pas de place pour les mouvements populaires réunissant des chômeurs, des travailleurs précaires, et « beaucoup d'autres personnes qui n'entrent pas facilement dans les grilles préétablies ».

Dans sa mission d'amour et d'éveil à la solidarité en France et dans le monde, le Secours Catholique – Caritas France accueille ces personnes qui n'entrent pas dans les schémas ordinaires, et se propose d'accompagner des changements de société. Cela contribuera à « replacer au centre la dignité humaine » et à construire « des structures sociales alternatives dont nous avons besoin ». Le rapport, du Secours Catholique, sur l'état de la pauvreté en France, constate année après année, que la première demande formulée par les personnes en précarité reçues par le Secours Catholique est d'être écoutées. Les plus pauvres, à travers l'expérience de la détresse qu'elle soit spirituelle, physique, matérielle ou sociale, nous crient avant toute chose, leur besoin d'être écoutés, reconnus dans ce qu'ils vivent. Prendre en compte la parole des pauvres permet de vivre la vraie charité qui « doit se manifester dans la rencontre interpersonnelle ».

Les personnes et les groupes vivant des situations de précarité disposent de savoirs issus de leur culture et de leur expérience de vie. Les savoirs sont méconnus voire méprisés. Or leur prise en compte est fondamentale pour lutter efficacement contre la misère et l'exclusion.

Accompagner les personnes dans la prise de conscience de leur savoir et compétence, les aider à les développer dans une dynamique d'éducation populaire, permet la transformation de la société et nous aide collectivement à grandir en humanité. Ce changement est favorisé par le développement de l'entraide, par le renforcement des groupes à élaborer une pensée collective, à contribuer aux décisions à tous les niveaux d'élaboration, de conduite et d'évolution des projets.

« Le grand objectif devrait toujours être de leur permettre d'avoir une vie digne par le travail » souligne le pape François. L'accès aux droits fondamentaux, à l'éducation et à un travail décent doit se situer au cœur de l'action, et constitue un autre défi pour le Secours Catholique. Pour cela il est important d'avoir une approche globale de la personne ou des groupes, et de l'indivisibilité de leurs droits, afin de s'assurer que ces droits soient effectifs pour tous sans distinction, avec une attention prioritaire aux plus vulnérables.

Ce changement passera par une approche systématique d'accompagnement et de plaidoyer pour l'accès aux droits. Loin de nous des « politiques sociales conçues comme une politique vers les pauvres, mais jamais avec les pauvres ». Nous sommes plus forts et notre action solidaire à plus de sens lorsque nous agissons avec les personnes en précarité. C'est également vrai lorsqu'il s'agit de penser : là encore nous avons besoin du point de vue et de l'analyse des personnes en précarité pour penser ensemble.

Le pape François s'adresse aux mouvements populaires en parlant « des poètes sociaux qui travaillent, proposent, promeuvent et libèrent à leur manière ... et grâce à qui un développement humain intégral sera possible ». Nous sommes ces poètes sociaux, écrit Véronique FAYET, et nous puisons au « torrent d'énergie morale qui naît de la participation des exclus », pour nourrir notre action quotidienne.

**La charité\* d'aujourd'hui prépare la justice sociale de demain.  
Et demain, la charité subsistera pour préparer après-demain.**  
(Jean Rodhain).

---

\* *"La charité" dans le sens traditionnel, c'est-à-dire "l'amour-amitié-compassion-bienveillance-solidarité"*

### 3 questions à Jean-Bernard SEMPASTOUS, député des Hautes-Pyrénées

1. *Vous êtes député de la République depuis quelques années. Pour vous qu'est-ce que faire de la politique » ?*

Faire de la politique....j'en fais depuis longtemps en tant que militant politique. Et plus investi depuis 1995 comme conseiller municipal. J'ai beaucoup appris durant cette période, travail d'équipe de beaux projets pour mon territoire et nos concitoyens, une remise en question permanente, des rencontres et aussi de mieux comprendre la société qui nous entoure, ce qui nous ouvre l'esprit.

Se rappeler que nous sommes de passage, ne pas faire de la politique un métier. J'ai eu la chance d'avoir une activité professionnelle à côté.

Ne pas oublier dans la tourmente actuelle qu'elles sont les valeurs qui nous animent. Je me suis engagé en politique sur deux valeurs ; l'humanisme et la construction européenne. Ne pas oublier nos racines....je viens de la démocratie-social, de cette famille centriste.

2. **« Une meilleure politique, mise au service du vrai bien commun, est nécessaire pour permettre le développement d'une communauté mondiale, capable de réaliser la fraternité à partir des peuples et des nations qui vivent l'amitié sociale. »** (FT 154) *Vous avez été élu par des hauts-pyrénéens, vous êtes membre de l'assemblée nationale et vous êtes concerné par la politique étrangère. Comment allier les trois dimensions locale, nationale et internationale ?*

Depuis le début de mon mandat je me suis investi sur des problématiques majoritairement nationales. La première est celle des problématiques agricoles, notre département est en grande partie rural. J'ai déposé une loi qui j'espère sera examinée en mai sur l'accaparement, la concentration des terres et l'installation des jeunes agriculteurs. Le tourisme qui souffre depuis un an et j'ai en charge l'animation du groupe de députés de tout horizon politique sur la problématique thermale.

Au début de mon mandat de député il m'a été confié la présidence du groupe d'amitié France-Pakistan. J'ai pu m'y rendre et visiter ce pays incroyable et rencontrer des citoyens. Ce fut un moment exceptionnel. On ne peut comprendre les difficultés qu'ils rencontrent qu'en se rendant sur place. Les premières victimes du terrorisme islamique ce sont bien ces pays-là. Chaque jour ils y sont confrontés, et le subissent. Avec un pouvoir sous le contrôle des militaires il se trouve cependant que des citoyens se battent pour les droits de l'homme. J'ai pu aussi constaté comment sont traités nos frères chrétiens. Ils sont pour la plupart du temps mi à l'index et vivent dans la peur des exactions des islamiques radicaux. Ils sont mis au banc de la société.

3. *Comment réussissez-vous à maintenir la « rencontre interpersonnelle » dont parle le pape* (FT § 165)

Pour rien vous cacher cela reste difficile. Comme dans toutes les classes de la société les députés sont de moins en moins pratiquants. Heureusement les parlementaires ont la

possibilité de se retrouver autour de leur aumônier qui est le curé de la paroisse Sainte Clotilde. Messe le mercredi matin à 8h suivi d'un partage d'un petit déjeuner chaque mois. Nous avons l'occasion de faire un cheminement sur saint Thomas More<sup>1</sup> saint patron des politiciens. Ce sont des moments forts où nous pouvons discuter, partager et mettre en commun nos doutes nos difficultés malgré nos divergences politiques en toute bienveillance. Nombreuses ont été les lois durant ce mandat qui ont ébranlé nos certitudes.....

---

<sup>1</sup> Saint Thomas More (1478-1535) « De nombreuses raisons militent en faveur de la proclamation de saint Thomas More comme Patron des Responsables de gouvernement et des hommes politiques. Entre autres, le besoin ressenti par le monde politique et administratif d'avoir des modèles crédibles qui indiquent le chemin de la vérité en une période historique où se multiplient de lourds défis et de graves responsabilités. Aujourd'hui, en effet, des phénomènes économiques fortement innovateurs sont en train de modifier les structures sociales; d'autre part, les conquêtes scientifiques dans le secteur des biotechnologies renforcent la nécessité de défendre la vie humaine sous toutes ses formes, tandis que les promesses d'une société nouvelle, proposées avec succès à une opinion publique déconcertée, requièrent d'urgence des choix politiques clairs en faveur de la famille, des jeunes, des personnes âgées et des marginaux.

Dans ce contexte, il est bon de revenir à l'exemple de saint Thomas More, qui se distingua par sa constante fidélité à l'autorité et aux institutions légitimes, précisément parce qu'il entendait servir en elles non le pouvoir mais l'idéal suprême de la justice. Sa vie nous enseigne que le gouvernement est avant tout un exercice de vertus. Fort de cette rigoureuse assise morale, cet homme d'État anglais mit son activité publique au service de la personne, surtout quand elle est faible ou pauvre; il géra les controverses sociales avec un grand sens de l'équité; il protégea la famille et la défendit avec une détermination inlassable; il promut l'éducation intégrale de la jeunesse. »

**St Jean-Paul II – Lettre Apostolique pour la proclamation de Saint Thomas More, patron des responsables de gouvernement et des hommes politiques. (§ 4)**